



**Mesdames et Messieurs,  
Chers collègues,**

Nous ouvrons cette session plénière au moment où la France clôture un long cycle électoral, en espérant qu'il soit réellement clôturé, même s'il ne solde pas totalement toute la parodie électorale.

Sans m'attarder longuement sur les résultats des élections législatives, j'avouerai que, malheureusement, je ne peux pas, nous ne pouvons pas, être totalement surpris.

Nous, comme tous les départements ruraux, qui sommes au cœur des fractures sociales et territoriales, nous ne pouvons que pressentir que l'aggravation des inquiétudes et de la colère allait se traduire, soit par un refus de vote, soit par une tentation du vote extrême.

Les électeurs ont recours au vote populiste, pas nécessairement parce qu'ils adhèrent aux thèses que ces partis défendent. Ils n'attendent pas nécessairement la réussite des solutions proposées. Ils veulent que les choses changent.

Et disons-le franchement, en tant qu'acteur public du développement local, on ressent aussi cette exaspération, cette envie de retourner la table pour que les choses changent.

Aujourd'hui, en France, quand on veut porter un projet pour aider son territoire, accompagner son développement, éviter sa déroute, il faut déployer des trésors d'énergies, affronter de multiples obstacles et lever quantités de barrières. C'est notre quotidien, mais je ne prendrai qu'un exemple : l'installation de Volotea sur l'aéroport de Tarbes Lourdes Pyrénées.

Le 1<sup>er</sup> Juillet, l'aéroport de Tarbes Lourdes Pyrénées deviendra la huitième base de la compagnie Volotea en France. Volotea accompagnera cette ouverture du lancement de 5 nouvelles lignes, toutes exclusives, pour des départs à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2022. Cette installation se traduira par la création de plus de 30 emplois directs de navigants et 25 emplois indirects.

Le bon sens amène facilement à comprendre que c'est une bonne nouvelle. C'est même une nouvelle inespérée pour l'attractivité résidentielle et touristique de notre département, pour l'économie, et pour l'emploi. Mais, pour y arriver, il a fallu faire preuve d'une ténacité à toute épreuve. Affronter de nombreux grands corps malades de l'Etat et autre. Beaucoup aurait renoncé. Beaucoup renoncent. Pas moi. Pas nous. Nos concitoyens qui luttent chaque jour doivent savoir que, nous non plus, nous ne lâchons rien. Et c'est à ce prix uniquement qu'on obtient des résultats.

Le constat n'est pas nouveau. L'Etat stérilise. Et, aujourd'hui, plus que jamais avec la configuration actuelle de l'assemblée. Ce sont les territoires qui fertilisent.

On ne règlera pas les problèmes de la France en décidant d'en haut. On ne règlera pas les problèmes de la France par des procédures pondues à Paris par des hauts fonctionnaires enfermés dans des bureaux sans fenêtre qui ne se sont jamais confrontés au terrain, au visage des gens, à leur vie.

Il faut rapprocher les centres de décision du terrain et de la population. Laisser de la latitude aux collectivités locales pour libérer leurs créativité entrepreneuriales et sociétales pour répondre aux nouveaux besoins, aux nouvelles pratiques, dans un monde qui change. Ce sera ça la vraie révolution ! Pas ces postures de quelques élus qui ne traduisent que ressentiment et brutalité. Et puisqu'il sera question de la jeunesse aujourd'hui dans notre session : Arrêtons d'accabler le présent et de larmoyer sur l'avenir. Si on insistait plutôt sur les progrès accomplis, on donnerait à nos jeunes davantage de courage pour se battre et pour en arracher d'autres.

Les bonnes nouvelles existent. L'installation de Volotea en fait partie. Mais on peut citer également la progression de l'économie touristique, la diminution du chômage, les offres d'emplois qui augmentent, la revalorisation des salaires, etc... Essayons de mobiliser davantage par l'enthousiasme que par la rancœur.

Je vous remercie pour votre attention et vous propose de passer immédiatement à l'examen des dossiers à l'ordre du jour.

**Michel PÉLIEU,**  
**Président du Département des Hautes-Pyrénées**